

# Info lutttes n°51

25 Octobre 2012

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime.



**Face aux attaques du patronat !  
On ne lâche rien...**

Après l'annonce de **ALCATEL-LUCENT** de supprimer **5.490** emplois, c'est au tour de **ELECTROLUX** d'annoncer la **fermeture de l'usine** de **Revin**, nous devons poursuivre nos mobilisations, pour sauver la raffinerie de Petit Couronne et stopper la casse industrielle organisée par le patronat.

**Le 14 novembre**, saisissons-nous de la journée d'action européenne, pour se mobiliser à nouveau et appeler les salariés dans notre pays à manifester et à faire grève.

**Demain**, au niveau national, les organisations se rencontrent pour décider des modalités de cette journée d'action.

**En Seine Maritime**, l'Union Départementale va également interpellier les organisations syndicales CFTD, CFTC, FO, FSU, UNSA, UNEF et Solidaires pour une rencontre en vue d'organiser des manifestations dans notre département, le 14 novembre prochain.

Mais d'ici là, nous allons poursuivre nos actions avec « **Petroplus** », afin d'organiser un **temps fort le 5 novembre**, sachant que la Fédération CGT des industries chimiques appelle à la grève sur l'ensemble du territoire pour sauver le raffinage en France.

## **Actions avec Petroplus :**

**Vendredi 26 octobre** : AG à 12H45 puis opération à la station Shell sur l'autoroute A13. →



**Mardi 30 octobre** : Manifestation devant le siège de Shell à Colombes  
Départ à 8H00 et retour vers 17H00. Un rendez-vous a été pris avec le Président de Shell en France à 11H00. →



**Mercredi 31 octobre** : opération médiatique. Rendez-vous à 6h45 devant la raffinerie, ensuite départ en voitures.

**Lundi 5 Novembre** : Appel de l'intersyndicale, à **8h de grèves** sur le site de Petit Couronne.

Le 5, sur notre site, les salariés postés réquisitionnés porteront un badge autocollant (voir le modèle joint), idem pour les grévistes

Il sera appelé à un grand rassemblement interprofessionnel devant la porte de la raffinerie à **12h** autour d'un barbecue et nous proposerons aux communes de Petit et Grand Couronne ainsi qu'aux commerçants de faire «ville morte» le temps de se joindre à nous devant la raffinerie.

Dès le matin, opération «zone sinistrée» sur la zone portuaire de Rouen. Rendez-vous devant la raffinerie à **7h00**.

# 19% de bénéfices = 419 suppressions d'emploi : cherchez l'erreur !

Le fabricant suédois d'électroménager **Electrolux** a annoncé, le 22 octobre, son intention de fermer une usine de lave-linge à Revin dans les Ardennes.

Ce site, qui emploie 419 personnes, serait victime, selon la direction, d'un recul de ses ventes en Europe.

Pourtant, le groupe Electrolux, numéro 2 mondial du secteur derrière Whirlpool, a enregistré des bénéfices en hausse de 19% au troisième trimestre de cette année grâce à l'augmentation de ses ventes en Amérique latine, Amérique du Nord, Asie du Sud-Est et Chine. Ce sont donc ces régions qu'elle entend privilégier, au détriment de sa production européenne dont elle estime désormais qu'elle lui coûte trop cher.



L'usine de Revin, une première fois ébranlée en 2010 par la délocalisation de la production de Faure, sous-marque des lave-linge d'Electrolux, vers un autre site du groupe en Pologne, se trouve dans un département durement touché par la désindustrialisation : dans ce bourg industriel de plus de 7 000 habitants, la fermeture de l'usine de sanitaires Porcher (groupe Ideal Standard) 2011 a déjà fait perdre leur emploi à 146 personnes.

**TCAR : 16<sup>ème</sup> jour de grève aujourd'hui. Le 24 octobre, la CGT s'est invitée à la CREA.**

**Communiqué de la CGT TCAR :** Devant le refus du président de la CREA de recevoir une délégation CGT, le syndicat CGT avec l'aide de l'Union Départementale CGT s'est invité dans les locaux de la CREA ce mercredi 24 octobre à 10h30.

Devant cette insistance, le Président de la CREA, Monsieur SANCHEZ, a finalement accepté de recevoir une délégation CGT.

La position du président est simple, la CREA ne peut pas s'immiscer dans la négociation de ce conflit, la négociation appartient à la direction TCAR et au syndicat CGT. Par contre le Président nous précise être intervenu auprès de la Direction TCAR et VEOLIA afin que ceux-ci négocient et trouvent les solutions pour la signature d'un accord de fin de conflit.

Celui-ci a également compris qu'un accord sur les trois propositions n'était pas possible dans l'état, car il est toujours question, soit de remise en cause des acquis, soit de menace de sous-traitance, donc dans les deux cas une remise en cause du maintien de l'emploi à TCAR.

Le président nous a dit qu'il comprenait et partageait le fait de ne pas signer d'accord dérogatoire qui dégraderait les conditions de travail des conducteurs.

Sur la menace de la sous-traitance, le Président nous a déclaré ne pas être au courant de ce projet et ne cautionne pas ce principe, la CREA va voir si le contrat de concession permet cette sous-traitance à un tel niveau.

La CREA a bien réalisé un audit sur les méthodes d'exploitation et de maintenance de la TCAR, mais en aucun cas elle n'a demandé de réduire les effectifs de structure, ni demandé le retour à des amplitudes à 12h30.

Le président SANCHEZ nous a renouvelé le fait d'intervenir afin de trouver la solution par un accord de fin de conflit en évoquant une quatrième proposition et surtout la mise en place d'un calendrier de négociations pour sortir de ce conflit.

**Nous sommes reçus de nouveau à la demande de la CGT, par la Direction TCAR, le vendredi 26 octobre à 14h30. Nous allons constater si l'intervention de la CREA est bien réelle et efficace.**



## AFFAIRE A SUIVRE !!!

### **Petroplus :** Le 24 octobre, blocage de Rubis.

(Article de Paris Normandie).

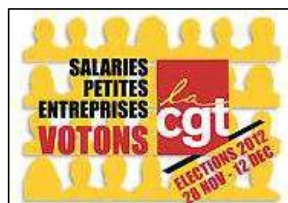
« Les Petroplus ont tenu parole. Ils avaient prévenu qu'ils passeraient à l'action cette semaine lors de l'assemblée générale de lundi et ils ont tenu parole. Ce mardi, à 13 h 15, les salariés de la raffinerie se sont rendus en convoi au terminal pétrolier Rubis de Grand-Quevilly. Une occupation symbolique "mais au coeur du drame du raffinage français" relève Yvon Scornet. Devant les grilles de Rubis, ils ont collé sur les grilles quelques-unes des 2 500 affiches qui viennent d'être imprimées.

En lettres rouges et blanches, le message est clair : **la raffinerie de Petit-Couronne vivra ; une seule solution, la réquisition par le gouvernement.** »

"Rubis importe des produits raffinés et contribue à la déchéance du raffinage français. Voilà pourquoi il est important d'être là aujourd'hui" explique Nicolas Vincent, coordinateur CGT de l'intersyndicale. **Et son porte-parole, Yvon Scornet**, lâche des chiffres qui restent en travers de la gorge des 470 salariés de Petroplus. "Les besoins de notre pays sont de **85 millions de tonnes**. **41 MT** sont importés par des sociétés comme Rubis alors que la capacité du raffinage français est de **65 MT**... le calcul est facile. Les importateurs d'un pétrole raffiné sans aucune de nos contraintes pour l'environnement et la sécurité portent une lourde responsabilité et, au bout du compte, à la pompe, le consommateur paye son plein toujours aussi cher" dénonce l' élu CGT.



**Conseil Général :** Le 25 octobre, le personnel du Conseil Général au Havre est appelé à un mouvement de grève, face au manque de personnel et au démantèlement des services publics, secteur santé et sociaux. **Un rassemblement est organisé à 12h00, Boulevard de Strasbourg au Havre.**



**Campagne TPE :** L'UL de Rouen a organisé le 23 octobre une distribution de tracts à la gare SNCF de Rouen de 6h45 à 8h00.

